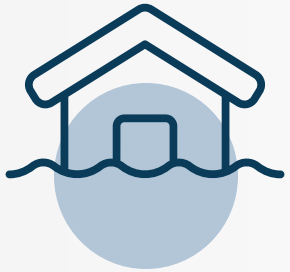
Des risques à nos portes

Construire de nouveaux logements à l'abri des impacts climatiques

Ryan Ness
Sarah Miller

CANADIAN CLIMATE INSTITUTE
L'INSTITUT CLIMATIQUE DU CANADA

Quel est le problème?



Les **inondations** et les **feux de forêt** sont les plus grands risques climatiques menaçant les logements canadiens

La construction de logements se poursuit en zone inondable ou à risque de feux de forêt

L'accélération de cette construction va selon toute vraisemblance **empirer le problème**

Les coûts que cela entraînera **seront néfastes à l'abordabilité** pour toute la population canadienne

Le logement le plus abordable est celui qui n’a pas sans cesse à être reconstruit

Résumé

Sous le régime des politiques actuelles, les nouveaux logements construits en zone inondable ou à risque de feux de forêt pourraient entraîner des **milliards de dollars de pertes annuelles**.

Il suffit **pour les gouvernements** de rediriger un petit pourcentage des nouvelles constructions en lieu sûr **pour prévenir la quasi-totalité** de ces pertes.

Nous avons…

… projeté où se bâtiront les **5,8 M de nouvelles habitations d'ici 2030** sous le régime des politiques actuelles

… évalué les politiques actuelles de logement, d'aménagement du territoire et autres qui influencent les **décisions de développement**

… étudié les **enjeux des communautés autochtones** pour la construction de logements résistants au climat

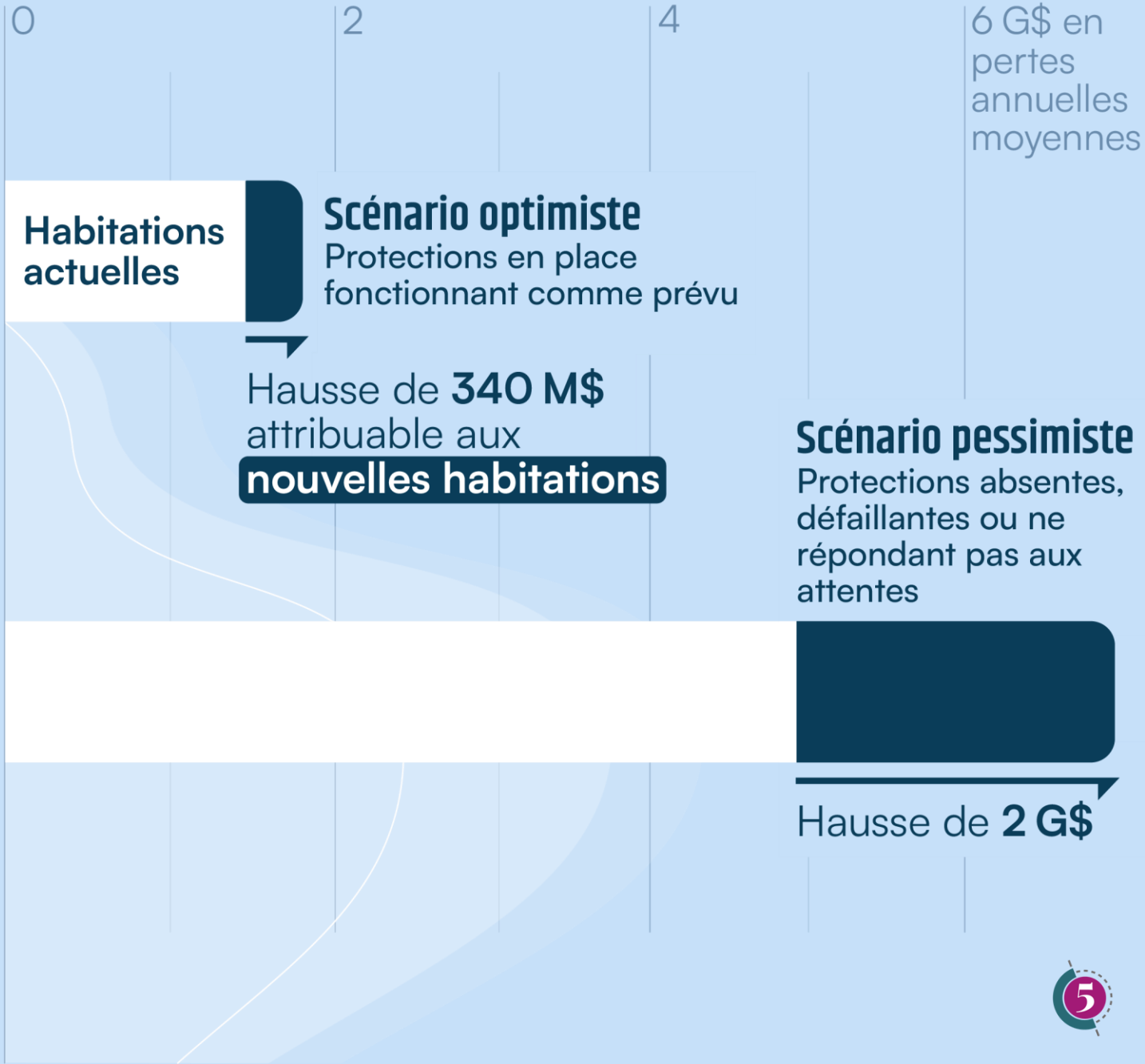
… modélisé le risque d'inondation et de feu de forêt pour les **16 M d'habitations existantes + les 5,8 M qui vont s'ajouter**

… exploré les **politiques prometteuses au Canada et à l'international** pour atténuer les risques

Résultats de la modélisation

SOUS EMBARGO

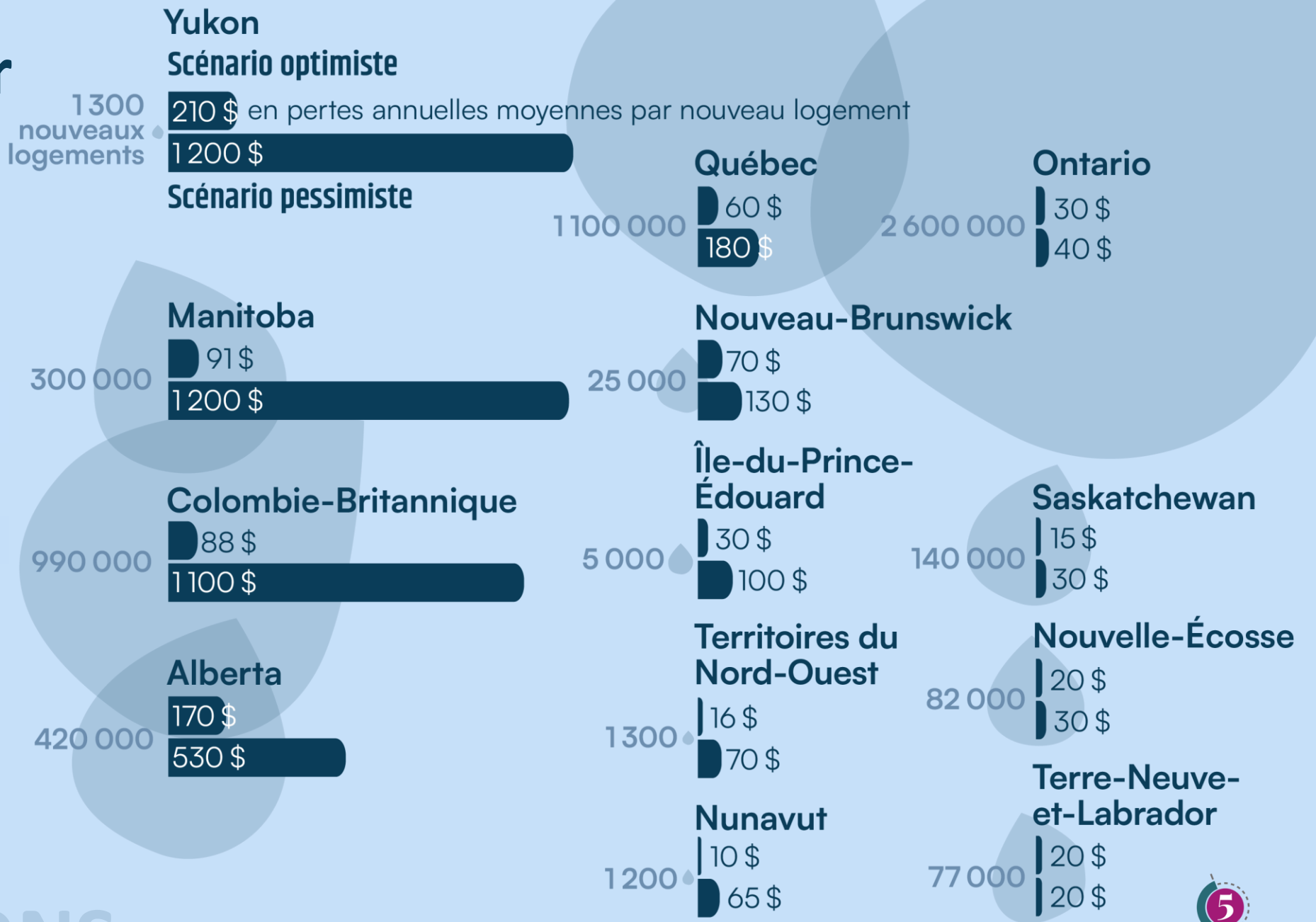
Sous le régime des politiques actuelles, les nouvelles constructions ajoutent considérablement aux risques d'inondation



Le risque pour les nouvelles habitations varie à l'échelle du pays

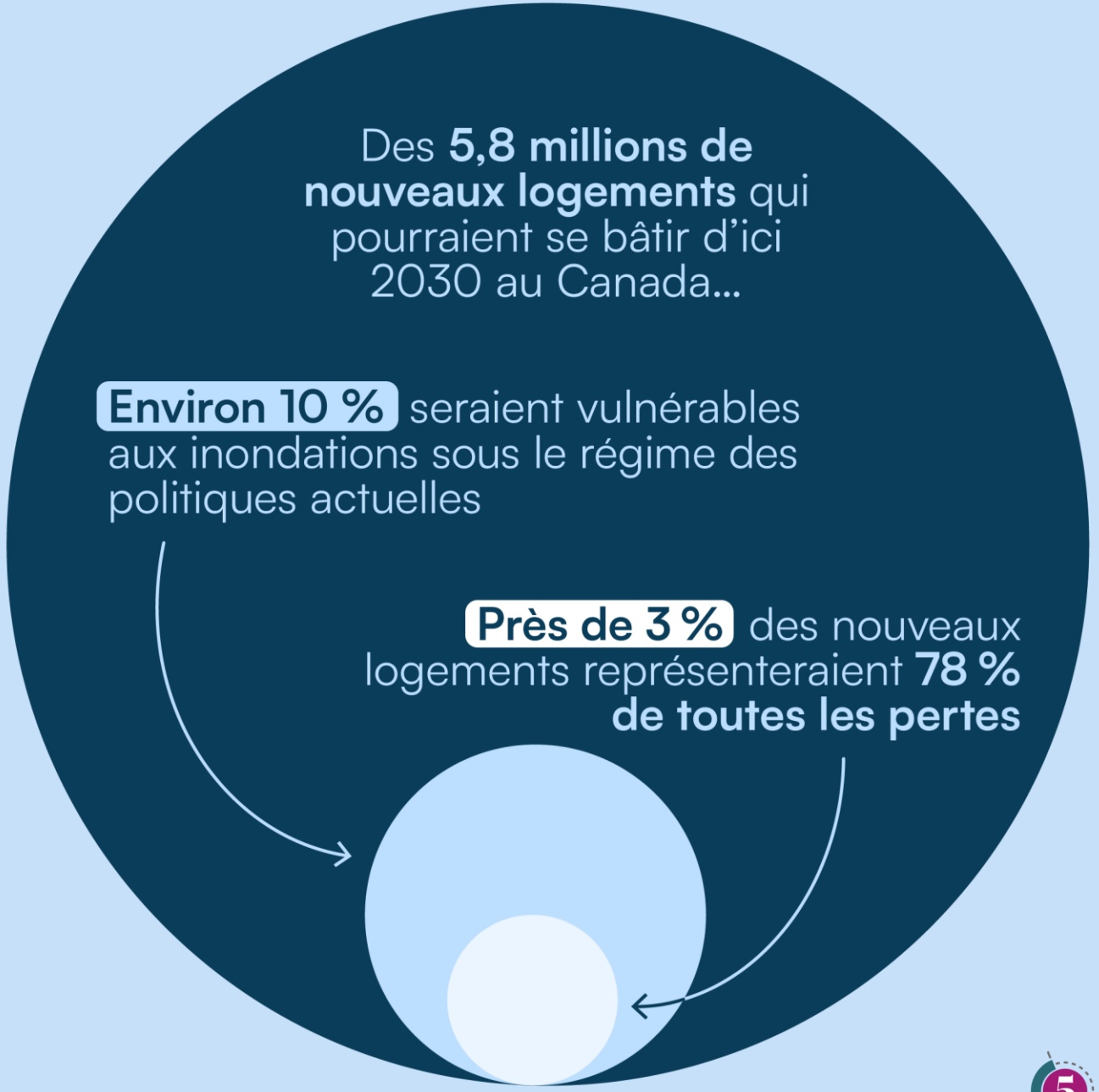
Nombre de nouveaux logements

Faible — Élevé

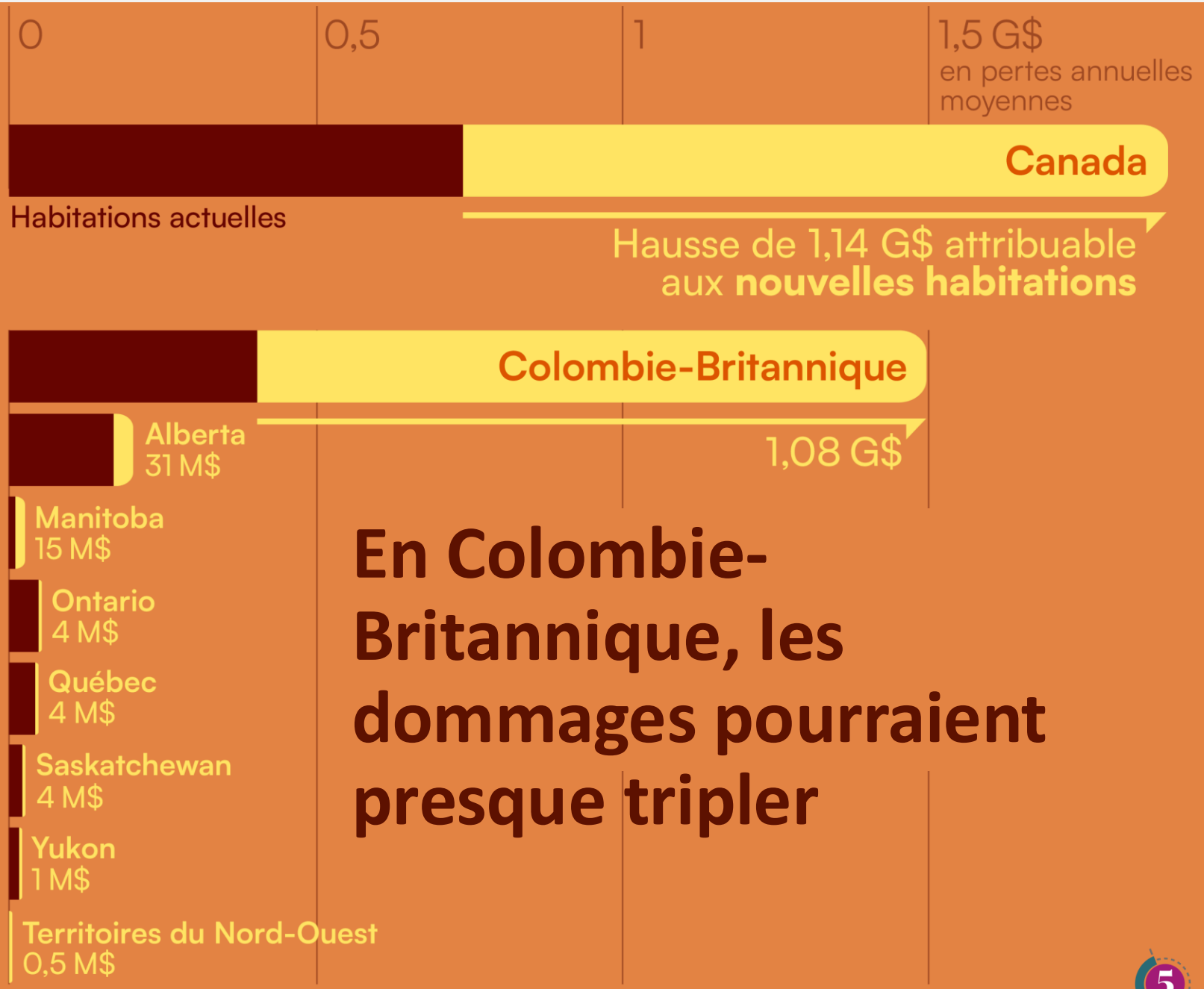


INONDATIONS

Il suffirait de rediriger la construction d’une petite proportion des habitations en lieu sûr pour réduire les nouveaux dommages liés aux inondations de près de 80 %



Les nouvelles habitations pourraient faire plus que doubler les dommages causés par les feux de forêt au Canada



En Colombie-Britannique, les dommages pourraient presque tripler

FEUX
DE

92 % des nouvelles pertes pourraient se concentrer dans seulement 20 municipalités

16 municipalités en Colombie-Britannique

2 dans la région du Nord-Est
280 M$

2 dans la région de Cariboo
18 M$

9 dans la région de Thompson-Okanagan
690 M$

3 dans la région de Kootenay
32 M$

FEUX DE

Pertes annuelles moyennes

Faibles ⟷ Élevé

1 municipalité au Manitoba

1 dans la région du Nord
14 M$

3 municipalités en Alberta

1 dans la région d'Athabasca—Grande Prairie—Peace River
5 M$

1 dans la région de Lethbridge—Medicine Hat
6 M$

1 dans la région de Banff—Jasper—Rocky Mountain House
6 M$

Toutes les autres municipalités
88 M$

Problèmes et possibilités

SOUS EMBARGO

Les politiques d'aménagement du territoire laxist encouragent la construction risquée

- La plupart des provinces et territoires **n'utilisent pas leurs pleins pouvoirs**
  - La réglementation existante est **rarement assez sévère**
    - **Les municipalités** font face à **des défis considérables** pour prévenir la construction dangereuse
      - Les gouvernements se fient à des **mesures d'atténuation des risques peu fiables** pour protéger les nouveaux logements

Une réglementation musclée et cohérente d'aménagement du territoire pourra canaliser la construction hors des zones à haut risque

Les incohérences dans les politiques en matière de logement et d'infrastructure peuvent exacerber la construction risquée

- Les quotas et incitatifs peuvent **inciter la construction dans des zones à haut risque**, ce qui nuira au bout du compte à l'abordabilité
- Le financement des infrastructures **ignore souvent les risques climatiques** planant sur les habitations qu'il permettra de construire

Les pratiques exemplaires sur la scène mondiale incorporent les risques climatiques dans le financement du logement et des infrastru

Les programmes d’aide aux sinistrés créer un aléa moral

- Les programmes d’aide aux sinistrés **encouragent la construction dans les zones à haut risque**
  - Une assurance nationale contre les inondations pourrait **encourager des choix de logement dangereux**

Un programme d’aide et des règles d’assurance publique bien conçus réduisent l’aléa moral

La cartographie des risques prévient la prise de décisions avisées

- Les municipalités et le public n'ont pas accès à certaines **informations cruciales sur les risques**
  - Vu l'inaccessibilité des cartes et l'absence de déclarations, les **acheteurs sont inconscients des risques**

Pour que les gens prennent de meilleures décisions, il leur faut une information sur les risques accessible et transparente

Les communautés autochtones font face à des défis et obstacles

- Les communautés dans les réserves ont des **besoins criants en matière de logement,** et font particulièrement les frais des **changements climatiques**
    - Leur situation de **gouvernance est unique,** et leurs **problèmes de financement et de capacité** sont sérieux

Les programmes qui leur permettent d'exercer une action locale et une autorité de décision rencontrent un certain succès

Conclusions et recommandations

SOUS EMBARGO

CONCLUSION

1

Les **dommages** causés aux nouveaux logements par les inondations et les feux de forêt pourraient coûter des **milliards** aux ménages et aux contribuables

CONCLUSION

2

Les politiques d'aménagement du territoire **laxistes** sont l'un des **principaux moteurs** de la construction risquée

CONCLUSION

3

Il est possible d’éviter le développement résidentiel des zones à haut risque pour **considérablement réduire les pertes sans limiter** la création de logements

CONCLUSION

4

Le problème des politiques d'aménagement du territoire laxistes **est exacerbé** par les lacunes d'autres politiques

CONCLUSION

5

Le manque d'information sur les risques climatiques **nuit à la prise de décisions éclairées en matière de logement**

CONCLUSIONS

1. Les **dommages** causés aux nouveaux logements par les inondations et les feux de forêt pourraient coûter des **milliards** aux ménages et aux contribuables

2. Les politiques d'aménagement du territoire **laxistes** sont l'un des **principaux moteurs** de la construction risquée

3. Il est possible d'éviter le développement résidentiel des zones à haut risque pour **considérablement réduire les pertes sans limiter** la création de logements

4. Le problème des politiques d'aménagement du territoire laxistes **est exacerbé** par les lacunes d'autres politiques

5. Le manque d'information sur les risques climatiques **nuit à la prise de décisions éclairées en matière de logement**

RECOMMANDATION

1

Les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux devraient **favoriser les investissements dans le logement et les infrastructures en zone à faible risque**

RECOMMANDATION

2

Les gouvernements provinciaux et territoriaux devraient **renforcer les politiques d'aménagement du territoire** de manière à éviter la construction en zone à haut risque

RECOMMANDATION

3

Les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux devraient **revoir les programmes d'aide aux sinistrés** pour décourager la construction risquée

RECOMMANDATION

4

Les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux devraient **actualiser de toute urgence l'information sur les risques** et **en obliger la divulgation** dans les transactions immobilières

RECOMMANDATION

Le gouvernement fédéral devrait **donner le pouvoir et les moyens aux communautés autochtones** de bâtir des logements résilients au climat dans des zones sûres

RECOMMANDATIONS

1. Les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux devraient **favoriser les investissements dans le logement et les infrastructures en zone à faible risque**

2. Les gouvernements provinciaux et territoriaux devraient **renforcer les politiques d'aménagement du territoire** de manière à éviter la construction en zone à haut risque

3. Les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux devraient **revoir les programmes d'aide aux sinistrés** pour décourager la construction risquée

4. Les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux devraient **actualiser de toute urgence l'information sur les risques** et **en obliger la divulgation** dans les transactions immobilières

5. Le gouvernement fédéral devrait **donner le pouvoir et les moyens aux communautés autochtones** de bâtir des logements résilients au climat dans des zones sûres

Des risques à nos portes

Construire de nouveaux logements à l'abri des impacts climatiques

Ryan Ness
Sarah Miller

CANADIAN CLIMATE INSTITUTE
L'INSTITUT CLIMATIQUE DU CANADA